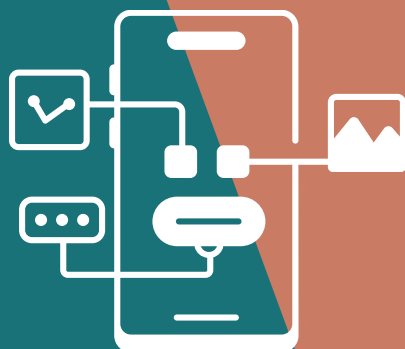


Empower Youth, Explore stories - EYES



Guide du patrimoine et de la communauté



Créé par:



Co-funded by
the European Union

TABLE DES MATIÈRES

1

INTRODUCTION

2

POURQUOI LE PATRIMOINE EST IMPORTANT

..... Le patrimoine et l'individu – Le patrimoine et moi

..... Patrimoine et communauté

..... L'importance mondiale du patrimoine

..... Le patrimoine culturel dans l'éducation

3

PERSPECTIVES NATIONALES SUR LE PATRIMOINE LOCAL

..... Patrimoine local en Belgique

..... Patrimoine local en Pologne

..... Patrimoine local en Hongrie

..... Patrimoine local en Serbie

..... Patrimoine local en Allemagne

4

CONCLUSION

..... Qu'est-ce que le patrimoine (culturel) local ?

..... Quel est l'intérêt d'un projet de patrimoine local ?

..... Le système de valeurs derrière les projets de patrimoine (culturel) local



Co-funded by
the European Union

Cofinancé par l'Union européenne. Les opinions exprimées n'engagent que leur auteur(e) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne peuvent en être tenues responsables.

Introduction

La gestion du patrimoine culturel d'une communauté offre un potentiel considérable pour développer la conscience de soi et améliorer la communication entre les différentes cultures. Explorer et présenter son propre patrimoine peut renforcer l'identité communautaire des jeunes, favoriser le dialogue intergénérationnel et encourager une citoyenneté active. Le projet EYES vise à exploiter ce potentiel en apprenant aux jeunes et à leurs éducateurs à rechercher et à explorer leur patrimoine culturel local, puis à assimiler ces connaissances lors d'une visite patrimoniale multimédia qu'ils partageront avec leurs pairs.



Ce document vise à expliquer au lecteur intéressé les avantages de l'éducation au patrimoine culturel local et à démontrer l'importance d'une vision claire et réaliste de son propre patrimoine culturel. Il offre également un bref aperçu de la gestion du patrimoine culturel dans les cinq pays partenaires du projet EYES et des enseignements tirés de leur système de valeurs spécifique qui guide les politiques, projets et discours nationaux respectifs.

Le dernier chapitre résumera et fournira des orientations générales à tous ceux qui souhaitent utiliser la boîte à outils du projet EYES pour concevoir leur propre circuit de découverte du patrimoine culturel. Les lecteurs rapides préféreront donc sauter les chapitres deux et trois et se diriger directement vers la conclusion.



2. Pourquoi le patrimoine est important

Le patrimoine et l'individu – Le patrimoine et moi

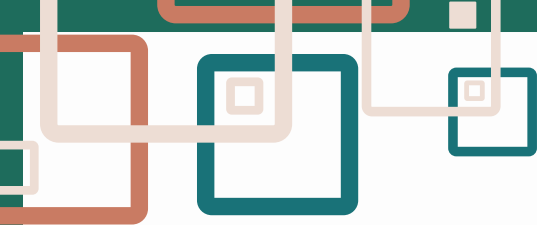
Même si nous, Européens, aimons mettre en avant notre individualité et valorisons grandement nos libertés individuelles, nous n'en restons pas moins des êtres sociaux. Nous vivons au sein de communautés qui constituent nos principaux points de référence. Consciemment ou non, nous vivons leurs traditions et leurs coutumes, nous suivons leurs règles, nous partageons les mêmes valeurs et systèmes de croyances. Nous adaptons notre quotidien au cadre que nos communautés nous offrent.

Bien que certains puissent y voir une forme de limitation, ce cadre est aussi une source importante de sécurité et de stabilité. Nous ne savons pas seulement comment nous comporter au sein de notre communauté – ce qu'il faut faire pour vivre heureux –, nous pouvons aussi, dans une large mesure, anticiper le comportement des autres membres de cette même communauté. Les règles et les structures de nos communautés prédéterminent une grande partie de nos vies, ce qui rend notre évolution au sein de ce système plus prévisible et donc plus aisée. Ainsi, même en tant qu'individus, notre existence tout entière est étroitement liée à la communauté dans laquelle nous vivons ; notre personnalité, notre pensée et notre comportement ne peuvent être pensés indépendamment d'elle.

Tout comme nous sommes profondément façonnés par nos communautés, ces dernières le sont également par leur patrimoine. Le patrimoine d'une communauté pourrait être décrit comme la somme de tous les événements et processus passés qui ont donné naissance aux traditions, coutumes, valeurs et règles actuelles que vivent ses membres. Comme le dit le Cambridge Dictionary : « Les éléments patrimoniaux appartenant à la culture d'une société particulière, tels que les traditions, les langues ou les bâtiments, qui ont été créés dans le passé et conservent leur importance. » Ainsi, la forme actuelle d'une communauté ne peut être comprise sans connaître son passé.

Il existe donc un lien direct entre le patrimoine d'une communauté et la personnalité d'un individu, qui porte en lui le patrimoine de sa communauté, tout comme il porte celui de sa propre famille. On pourrait même dire que le patrimoine de la communauté est un élément déterminant du caractère d'un individu et qu'il est indissociable de celui-ci. Cela permet de comprendre pourquoi les sujets liés à la communauté et au patrimoine sont souvent si sensibles et susceptibles de déclencher de violentes confrontations. Les débats sur la communauté et le patrimoine sont toujours des débats sur nous-mêmes ; ils sont automatiquement personnels.





Ainsi, partant du principe que l'héritage communautaire est un élément déterminant du caractère d'un individu, il est important de s'en soucier. Se soucier de son héritage et en prendre conscience revient à se soucier de sa propre personnalité et à en connaître les traits. Cette conscience de soi est essentielle. Ce n'est qu'en comprenant les raisons de nos actes que nous pourrions nous développer. Nous pourrions identifier les schémas récurrents de notre comportement que nous souhaiterions modifier, voire éliminer. Ce n'est qu'alors que nous pourrions identifier ce que nous aimons et désirons vraiment dans la vie, agir en conséquence et atteindre un état d'esprit équilibré. Connaître son propre patrimoine est donc un moyen de développer sa conscience de soi.

Patrimoine et communauté

Gérer le patrimoine d'une communauté peut également avoir des effets positifs sur elle-même. Tout comme les individus, les communautés suivent des schémas inconscients qui ne leur sont pas toujours bénéfiques. Étudier l'histoire du patrimoine culturel d'une communauté peut révéler les racines de ces schémas et proposer des pistes pour les surmonter. Parallèlement, la connaissance du patrimoine d'une communauté peut également révéler des réussites et des moments forts qui peuvent servir d'exemple pour l'avenir. Ainsi, tout ce que les communautés découvrent en gérant leur patrimoine peut devenir un moteur de progrès et de développement.

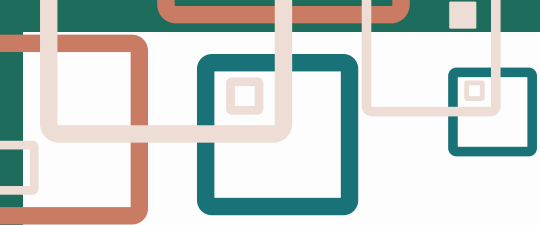
Quoi qu'il en soit, mettre en lumière le patrimoine culturel commun d'une communauté et découvrir des points communs et des caractéristiques communes renforce probablement les liens entre ses membres. Cela peut renforcer le sentiment d'appartenance et la sympathie mutuelle, améliorant ainsi, in fine, leur bien-être et leur satisfaction au quotidien.

Une forte (ré)orientation vers le patrimoine culturel d'une communauté peut cependant aussi avoir des connotations négatives. Si un sentiment d'appartenance accru s'accompagne d'une démarcation active et d'une dévalorisation des autres communautés, la dévotion à son propre patrimoine culturel peut engendrer des conflits entre communautés et cultures. Par conséquent, les valeurs qui guident la découverte de notre patrimoine culturel déterminent si le résultat est constructif ou destructeur.

L'importance mondiale du patrimoine

L'importance mondiale du patrimoine trouve son expression au sein de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture). Fondée en 1945, elle répondait aux destructions massives du patrimoine mondial pendant la Seconde Guerre mondiale. Il était entendu que ces destructions s'accompagnaient non seulement de pertes matérielles et humaines très concrètes, mais aussi de graves atteintes à l'identité des survivants, les déstabilisant profondément. L'objectif de l'UNESCO était et demeure donc de renforcer « notre humanité commune par la promotion de l'éducation, de la science, de la culture et de la communication »[1].

[1] L'UNESCO en bref : <https://www.unesco.org/fr/brief> consulté le 9 juillet 2025.



Le principal résultat visible de l'UNESCO est la liste des sites du patrimoine mondial, qui comprend des monuments, des sites naturels, des traditions ou des coutumes exceptionnelles revêtant une importance inestimable non seulement pour une nation ou une communauté, mais pour l'humanité entière. Les communautés qui possèdent des sites du patrimoine mondial bénéficient d'un soutien financier et matériel pour leur préservation.

Le terme « patrimoine mondial » a connu une évolution constante au fil des décennies depuis la fondation de l'UNESCO. Son sens s'est constamment élargi, parallèlement à la compréhension par l'humanité de sa multidimensionnalité. La première définition appliquée a été adoptée dans la Convention du patrimoine mondial en 1972, axée sur le patrimoine matériel, comme les bâtiments, les sites naturels, les documents et les œuvres d'art. Cette définition a été élargie dans la

Convention du patrimoine immatériel de l'UNESCO en 2003, lorsque les traditions vivantes, les rituels, la musique, l'artisanat, les savoirs locaux et l'histoire orale ont été ajoutés à la compréhension du patrimoine local.

La dernière extension de la définition du patrimoine trouve son origine dans la Convention de Faro du Conseil de l'Europe de 2005. Cette convention aborde la question cruciale de savoir comment le patrimoine culturel (local) pourrait être utilisé comme une force constructive pour un développement humain positif et être protégé des abus qui, à terme, diviseraient les communautés au lieu de les rassembler. Selon la Convention de Faro, le patrimoine culturel et tout le travail réalisé avec et pour lui doivent s'inscrire dans un système de valeurs marqué par les droits de l'homme et la démocratie. « La Convention de Faro nous encourage à reconnaître que les objets et les lieux ne sont pas, en eux-mêmes, ce qui importe dans le patrimoine culturel. Ils sont importants en raison des significations et des usages que les populations leur attribuent, ainsi que des valeurs qu'ils représentent. »[2]

Cela signifie deux choses : premièrement, une telle perspective fondée sur les valeurs ouvre la voie à une approche critique et consciente de son propre patrimoine culturel. Elle permet d'affronter les évolutions positives et négatives de sa propre communauté et de mettre en place des actions spécifiques pour les promouvoir ou les contrer. Deuxièmement, une approche fondée sur les valeurs prévient efficacement l'utilisation abusive du patrimoine local. Cette utilisation abusive peut être interprétée comme une justification de la division des communautés fondée sur de prétendues différences culturelles. Les nationalistes de tous bords utilisent ces arguments culturels pour justifier leur supériorité sur les autres nations, ce qui finit par devenir la source de conflits nationaux ou ethniques. Si, au contraire, le patrimoine culturel est découvert dans un cadre démocratique et respectueux des droits de l'homme, il n'entraînera pas de divisions culturelles, car les différences culturelles existantes ne sont pas perçues comme une menace ou un danger, mais comme une source constructive de développement individuel et social.



En résumé, l'intégration du patrimoine culturel dans les programmes éducatifs présente un grand potentiel :

- Premièrement, s'attaquer à l'héritage et au contexte culturel de sa propre communauté favorise la conscience de soi des individus car ils découvrent, en fin de compte, des éléments de leur propre personnalité.
- Deuxièmement, découvrir des faits inconnus sur sa propre communauté peut renforcer les liens entre ses membres en rendant explicites les points communs et en créant davantage de sympathie les uns pour les autres.
- Troisièmement, la découverte d'aspects critiques de son propre contexte culturel et historique peut conduire à surmonter les dysfonctionnements de la communauté.
- Quatrièmement, la découverte de caractéristiques et de différences culturelles remarquables par rapport à d'autres communautés peut éveiller la curiosité de leurs membres pour d'autres cultures et traditions. Cela se produit si le patrimoine culturel est abordé avec une attitude solidement fondée sur les droits de l'homme, qui embrasse la démocratie et ses fondements pluralistes.
- La recherche sur le patrimoine culturel est une tâche multidimensionnelle qui requiert de multiples compétences à acquérir tout au long du processus. Celles-ci incluent des techniques de recherche documentaire, de recherche archivistique, d'entretien, de présentation, y compris la gestion des formes d'expression multimédia, ainsi que des connaissances et/ou compétences de base dans le contexte substantiel étudié, pour n'en citer que quelques-unes. Par conséquent, la « sensibilité et l'expression culturelles » constituent l'une des huit compétences clés pour l'apprentissage tout au long de la vie.[3]



3. Perspectives nationales sur le patrimoine local

3.1. Patrimoine local en Belgique

PERCEPTIONS DU PUBLIC ET IMPORTANCE SOCIALE

En Belgique, le patrimoine local joue un rôle fondamental dans la construction de l'identité collective et individuelle. Que ce soit en Wallonie, en Flandre ou à Bruxelles, il est perçu comme un levier de cohésion sociale, de mémoire partagée et de valorisation du territoire. Bien que la gestion du patrimoine soit régionalisée, il existe une conscience partagée de son importance pour les communautés.

Le grand public manifeste un profond attachement à son patrimoine local : chapelles, fermes, mines, traditions populaires ou sites naturels emblématiques, ces éléments sont sources de sens et de fierté. Initiatives citoyennes et associations locales multiplient les projets de valorisation de ce patrimoine, notamment des visites guidées, des expositions, des publications et des enregistrements numériques. Des événements tels que les Journées du Patrimoine (ou Open Monumentendag en Flandre) attirent chaque année des milliers de visiteurs, témoignant de l'intérêt constant du public.

Le patrimoine local est également un thème récurrent en politique, notamment dans les politiques culturelles, d'urbanisme et touristiques. La secrétaire d'État à l'Aménagement du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, Ans Persoons, a notamment déclaré :

« Un équilibre peut et doit être trouvé entre la modernisation des villes et la protection du patrimoine, si l'on veut redonner plus d'espace aux citoyens. »[4] Certaines collectivités accordent une importance particulière à leur patrimoine :

Les zones rurales, avec leurs traditions séculaires

Les zones post-industrielles, à la recherche d'une nouvelle identité

Quartiers urbains multiculturels, utilisant le patrimoine comme outil de dialogue interculturel

Des projets tels que « Vis ton Patrimoine », « Patrimoine à roulettes » ou encore « Un artisan vit dans mon village » illustrent cette dynamique : ils invitent les jeunes à explorer leur environnement, à s'exprimer et à co-construire de nouvelles formes de narration patrimoniale.

[4] <https://www.brusselstimes.com/belgium/711299/urbicide-how-brussels-is-seeking-to-balance-modernisation-and-heritage?>





LE CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE ET INSTITUTIONNEL



La Belgique dispose de cadres législatifs régionaux pour la protection du patrimoine :

En Wallonie, le Code wallon du patrimoine[5] (mis à jour en 2024) définit les protections applicables aux monuments, sites, ensembles bâtis ou zones archéologiques. Le patrimoine local peut être protégé s'il est reconnu comme important pour l'identité régionale.

En Flandre, le Décret relatif au patrimoine immobilier[6] (2013) établit différents niveaux de reconnaissance, allant du patrimoine communal au patrimoine international. La Région de Bruxelles-Capitale applique une ordonnance spécifique datant de 1993, qui intègre la conservation du patrimoine dans les politiques d'aménagement du territoire. Au niveau fédéral, les lois concernent principalement le patrimoine mobilier (œuvres, objets, archives) et les exportations culturelles. La Belgique a également ratifié plusieurs conventions internationales (notamment la Convention de Faro et la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel) qui influencent les politiques régionales.

Enfin, les communes jouent un rôle central : elles proposent souvent des listes de biens à protéger, initient des actions de sensibilisation ou mènent des projets participatifs avec leurs habitants.

Le paysage belge est particulièrement riche en institutions publiques, privées et civiques dédiées à la préservation et à la promotion du patrimoine :

- Wallonie – Agence du Patrimoine Wallon (AWaP)
 - o Mission : Comprendre, préserver, restaurer et valoriser le patrimoine bâti wallon.
 - o Démarche : L'agence accompagne les communes, les écoles et les citoyens par des conseils techniques, des subventions, des formations et des projets éducatifs (tels que Adopter un Monument ou Un artisan habite mon village).
 - o Valeurs défendues : Transmission intergénérationnelle, accessibilité, ancrage local, éducation à la citoyenneté.
- Flandre – Agence du patrimoine immobilier
 - o Mission : Protéger, gérer et rendre le patrimoine visible à tous.
 - o Approche : Soutien aux inventaires communaux, financement de la restauration, outils numériques de sensibilisation (ex. erfgoedkaart.be).
 - o Valeurs : Participation citoyenne, réutilisation adaptative, respect de l'identité locale.
- Bruxelles – Urban.brussels (Service du Patrimoine Culturel)
 - o Mission : Intégrer le patrimoine dans les politiques d'urbanisme et de développement durable.
 - o Démarche : Accompagnement des propriétaires, diffusion d'informations, projets de médiation en milieu urbain.
 - o Valeurs : Diversité, innovation patrimoniale, gestion partagée.
- Associations et initiatives citoyennes
 - De nombreuses organisations locales à but non lucratif œuvrent à la documentation, à la transmission et à la promotion du patrimoine :
 - Ces organisations publient des livres, organisent des visites, recueillent des témoignages et développent des outils pédagogiques. Elles contribuent également à démocratiser l'accès au patrimoine.

[5] Code Wallon du Patrimoine, https://agencewallonnedupatrimoine.be/wp-content/uploads/2024/05/20240601_CoPat_Textes_legislatifs_consolides.pdf

[6] <https://codex.vlaanderen.be/portals/codex/documenten/1023317.html>



LE SYSTÈME DE VALEURS DERRIÈRE LE PATRIMOINE LOCAL ET CULTUREL

En Belgique, le patrimoine local est entendu dans un sens large et pluriel, englobant :



bâtiments anciens, sites archéologiques, vestiges industriels, caractéristiques urbaines



langues régionales, musique, recettes, savoir-faire artisanal, coutumes



paysages culturels, forêts domaniales, parcs historiques

Les valeurs les plus fréquemment mises en avant sont :



Le patrimoine local permet aux gens de s'identifier à un lieu et de sentir qu'ils appartiennent à une communauté.



il est considéré comme un outil pédagogique précieux, un dépositaire de la mémoire et un vecteur de dialogue entre les générations.



la rénovation de bâtiments anciens est souvent présentée comme une alternative écologique à la construction neuve.



dans les quartiers multiculturels, le patrimoine devient une porte d'entrée vers la découverte des histoires des autres.

Les institutions utilisent souvent les définitions de l'UNESCO, mais les adaptent aux contextes locaux. Par exemple, l'AWaP valorise à la fois les « témoins prestigieux » et les « témoignages modestes de la vie quotidienne ».

Enfin, les notions de participation, de co-crédation et de médiation prennent une importance croissante dans les politiques patrimoniales. Les citoyens ne sont plus spectateurs, mais acteurs du patrimoine.



CONCLUSION : LE RÔLE DU PATRIMOINE LOCAL DANS L'IDENTITÉ BELGE

En Belgique, la conservation et la valorisation du patrimoine local revêtent une forte dimension identitaire, notamment dans un pays où cohabitent plusieurs cultures, langues et récits historiques. Le patrimoine est souvent perçu comme un fil conducteur reliant le passé, le présent et l'avenir, un moyen de se connecter à un territoire et à une mémoire commune.

Elle joue également un rôle fondamental dans la construction d'une citoyenneté active. Grâce à des projets éducatifs tels que « Vis ton Patrimoine », « Classes du Patrimoine » et « Un artisan vit dans mon village », les jeunes sont encouragés à découvrir, questionner et interpréter leur environnement, développant ainsi leur esprit critique et leur attachement au bien commun.

À l'heure des défis climatiques, des tensions sociales et des bouleversements numériques, le patrimoine local apparaît comme un espace de résilience, de dialogue et d'imaginaire collectif. Il contribue à façonner une société plus consciente de son patrimoine, mais aussi plus ouverte à la diversité et au changement.





PERCEPTIONS DU PUBLIC ET IMPORTANCE SOCIALE



En Pologne, le patrimoine local occupe une place importante dans la conscience publique et le discours national. L'histoire de la nation polonaise, marquée par des occupations, des déplacements de frontières et des transformations systémiques, a développé une forte sensibilité aux questions d'identité culturelle et de continuité historique. Par conséquent, le patrimoine local est largement considéré comme une composante essentielle du patrimoine national au sens large et est traité avec une grande révérence par divers segments de la société.

Le grand public manifeste un vif intérêt pour la préservation du patrimoine local, notamment dans les régions aux traditions historiques et culturelles profondément ancrées. Les coutumes populaires, les rituels religieux, les dialectes régionaux et les monuments architecturaux sont souvent perçus non seulement comme des artefacts culturels, mais aussi comme des manifestations de l'identité communautaire et de la mémoire intergénérationnelle. Ces sentiments se retrouvent fréquemment dans le discours politique. Les dirigeants polonais, notamment les présidents et les ministres de la Culture, ont souligné à maintes reprises l'importance de préserver la mémoire culturelle et le patrimoine matériel et immatériel pour les générations futures. Par exemple, le président Andrzej Duda a qualifié le patrimoine d'« obligation morale envers ceux qui ont façonné l'âme de la nation polonaise ». Les questions de patrimoine sont également régulièrement abordées lors des débats parlementaires et des initiatives des collectivités locales, notamment dans le contexte du développement régional, du tourisme et de l'éducation. Ces dernières années, une attention croissante a été accordée à la revitalisation du patrimoine négligé ou oublié – en particulier celui des communautés minoritaires ou post-conflit –, témoignant d'une prise de conscience croissante des dimensions multiculturelles de l'histoire polonaise.

Le professeur Jacek Purchla, fondateur du Centre culturel international de Cracovie, a souligné l'importance du patrimoine local dans la construction de l'identité régionale et du développement urbain. Il affirme : « Le patrimoine culturel n'est pas seulement l'héritage du passé, mais une ressource stratégique pour l'avenir, notamment pour les communautés locales qui reprennent possession de leur identité après des décennies d'effacement. » (Source : Patrimoine culturel et identité en Europe centrale, 2011).



La perspective de Purchla met en évidence la manière dont le patrimoine fonctionne non seulement comme un outil de mémoire du passé, mais aussi comme un moyen par lequel diverses communautés à travers la Pologne – rurales, urbaines, minoritaires et religieuses – façonnent activement leurs identités et affirment leur place dans le récit national.

Tout d'abord, les communautés rurales semblent souvent très attachées aux traditions populaires, aux dialectes, aux rituels religieux et à l'artisanat local. Ces éléments font partie intégrante de l'identité locale. En revanche, les communautés

urbaines, notamment dans les villes historiquement importantes comme Cracovie, Wrocław, ou Gdańsk, accordent une importance particulière au patrimoine architectural et multiculturel (notamment aux vestiges allemands, juifs et russes). De plus, les communautés minoritaires et marginalisées, comme les Lemkos, les Cachoubes, les Silésiens et les Roms, accordent une grande importance à la préservation culturelle afin d'affirmer leur identité propre dans le contexte polonais plus large. Enfin, les communautés religieuses, notamment l'Église catholique, jouent un rôle important dans la préservation et la promotion du patrimoine religieux, notamment des églises, des sanctuaires et des lieux de pèlerinage.

LE CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE ET INSTITUTIONNEL

Le principal instrument législatif régissant le patrimoine local en Pologne est la loi sur la protection et la tutelle des monuments (en polonais : Ustawa o ochronie zabytków i opiece nad zabytkami), promulguée en 2003. Cette loi fournit un cadre complet pour la protection, la conservation et la documentation des biens culturels considérés comme possédant une valeur historique, artistique ou scientifique.

La loi repose sur l'idée que le patrimoine culturel constitue un bien public dont la préservation est dans l'intérêt général. Elle souligne la responsabilité de l'État, des collectivités locales et des propriétaires privés d'assurer l'intégrité et la pérennité des monuments culturels. La justification de ces mesures repose sur le principe selon lequel le patrimoine culturel incarne l'expérience, le savoir et les valeurs accumulés par la nation, et sert de fondement à l'identité culturelle et à la conscience civique.

La loi oblige la création de registres du patrimoine, impose des obligations aux propriétaires de biens classés et habilite les autorités compétentes à intervenir en cas de négligence ou de modification inappropriée. Un soutien financier aux efforts de conservation est apporté aux niveaux national et régional, souvent complété par des fonds culturels de l'Union européenne.

La loi justifie la protection du patrimoine comme une question d'intérêt public et de responsabilité nationale. Elle affirme que le patrimoine culturel est une source irremplaçable de connaissance, d'identité et de continuité historique. Elle impose l'inventaire, la documentation et la conservation des biens patrimoniaux et habilite les autorités étatiques et locales à faire appliquer ces mesures.

Le principal organisme public chargé de coordonner la politique patrimoniale est le Conseil national du patrimoine de Pologne (Narodowy Instytut Dziedzictwa, NID). Sa mission comprend l'identification, la recherche, la documentation et la promotion du patrimoine matériel et immatériel. Le Conseil définit le patrimoine local comme une composante intégrante du paysage culturel, englobant l'architecture historique, les sites archéologiques, l'artisanat traditionnel, l'histoire orale et les coutumes locales. Il met l'accent sur la valeur sociétale du patrimoine, le considérant comme un vecteur d'éducation, d'engagement communautaire et d'unité nationale. Dans ses communications officielles, il présente souvent la préservation du patrimoine

comme un impératif à la fois culturel et moral, essentiel pour favoriser la continuité intergénérationnelle et la résilience sociétale.

Parmi les autres institutions publiques, on compte le ministère de la Culture et du Patrimoine national, qui joue un rôle central dans l'élaboration de la politique nationale de préservation du patrimoine. Sa mission met l'accent sur la sauvegarde et la promotion du patrimoine

culturel polonais, fondement de l'identité nationale, de l'engagement civique et de la reconnaissance internationale. L'approche du ministère en matière de patrimoine local est multiforme : elle combine un soutien financier (par exemple, par le biais de programmes de subventions tels qu'Ochrona Zabytków ou Kultura ludowa i tradycyjna), un contrôle législatif, et la coopération internationale, visant à assurer à la fois la protection des sites physiques et la transmission des pratiques culturelles immatérielles.

Le Ministère entend le patrimoine local au sens large, englobant non seulement les bâtiments et monuments historiques, mais aussi la culture populaire, la langue, les traditions orales, l'artisanat et les rituels religieux. Cette définition inclusive reflète une reconnaissance croissante du patrimoine comme un processus vivant et évolutif, ancré dans la vie communautaire. Le patrimoine local est ainsi perçu à la fois comme un reflet de la diversité régionale et un élément constitutif de la richesse culturelle nationale.

Dans ses communications publiques et ses cadres politiques, le ministère défend l'importance du patrimoine local en soulignant son rôle dans la cohésion sociale, l'identité civique et la continuité intergénérationnelle. Il positionne la préservation du patrimoine comme une responsabilité citoyenne qui renforce la résilience nationale, favorise le tourisme et le développement économique, et veille à ce que la mémoire de diverses expériences culturelles, notamment celles supprimées ou effacées par les régimes passés, soit préservée.



Au niveau régional, les conservateurs des monuments de voïvodie (régionaux) agissent comme des organes décentralisés de la gouvernance du patrimoine. Leur mission principale est la mise en œuvre de la politique de l'État en matière de conservation, de restauration et de documentation du patrimoine. Ils adoptent une approche protectrice et réglementaire, axée sur l'application des lois, l'aménagement du territoire et le contrôle technique. Pour ces conservateurs, le patrimoine local se définit largement en

termes de culture matérielle – architecture historique, sites archéologiques et aménagements urbains – mais leur travail s'appuie de plus en plus sur la consultation des communautés et la planification participative. Ils soulignent la valeur du patrimoine non seulement pour la connaissance historique, mais aussi pour le développement local et la durabilité culturelle.

De nombreuses organisations non gouvernementales et fondations privées sont actives dans le domaine de la préservation du patrimoine. Parmi elles, la Fondation du patrimoine culturel (en polonais : Fundacja Dziedzictwa Kulturowego) joue un rôle notable. Cette organisation s'engage dans des projets de restauration, notamment de sites du patrimoine religieux et minoritaire, et sensibilise le public par le biais d'expositions, de conférences et de publications. La mission de la fondation souligne la dimension éthique du travail patrimonial, à savoir le devoir de restituer des histoires oubliées ou négligées et de favoriser le dialogue entre les communautés. Son approche implique souvent une collaboration avec les résidents locaux, renforçant ainsi le rôle du patrimoine comme bien commun plutôt que comme une préoccupation purement institutionnelle.





LE SYSTÈME DE VALEURS DERRIÈRE LE PATRIMOINE LOCAL ET CULTUREL

Le patrimoine local occupe une place importante dans le discours public et les cadres institutionnels polonais, où il est associé à diverses valeurs interconnectées. Les principales sont :



Le patrimoine est largement considéré comme un pilier de l'identité locale et nationale, servant à relier les générations passées à la société contemporaine et aux communautés futures.



La protection et la préservation du patrimoine sont présentées comme des responsabilités collectives, engageant les individus, les communautés et les institutions dans un engagement partagé en faveur de la gestion culturelle.



Dans les régions marquées par des conflits historiques ou des transformations politiques, le patrimoine est souvent invoqué comme source d'unité, favorisant les liens sociaux et renforçant le sentiment d'appartenance commune.



La sauvegarde du patrimoine est souvent présentée comme un acte d'obligation morale et de justice historique, notamment en relation avec la destruction en temps de guerre et l'effacement des récits minoritaires.



Ces valeurs se manifestent dans diverses pratiques, notamment des campagnes de sensibilisation du public, le développement de programmes scolaires et des initiatives locales visant à revitaliser les environnements historiques, à préserver les savoirs traditionnels et à recueillir des récits oraux. Grâce à ces efforts, le patrimoine est non seulement préservé, mais aussi activement intégré à la vie culturelle et civique contemporaine.





CONCLUSION : LE RÔLE DU PATRIMOINE LOCAL DANS L'IDENTITÉ POLONAISE

En conclusion, la conservation et la promotion du patrimoine local en Pologne jouent un rôle essentiel dans le développement de la conscience culturelle et de l'identité collective du peuple polonais. Dans un pays où le paysage historique a été profondément modifié par des influences extérieures,

Le patrimoine local reflète non seulement le caractère unique de régions ou de communautés spécifiques, mais contribue également à un récit national plus large qui valorise la diversité, la mémoire et la continuité. À ce titre, il constitue un instrument essentiel du processus continu de reconstruction culturelle et de construction identitaire, réaffirmant l'engagement de la Pologne à honorer son passé tout en naviguant dans les complexités du présent.





PERCEPTIONS DU PUBLIC ET IMPORTANCE SOCIALE



En Hongrie, le patrimoine culturel local revêt une importance considérable pour la société. Cela se reflète dans la popularité des festivals folkloriques, des traditions communautaires et la préservation généralisée des sites historiques. Les recherches sur les communautés rurales hongroises montrent que le patrimoine est profondément ancré dans le tissu social de ces communautés, les traditions et la mémoire façonnant le paysage local (Csurgó et Smith, 2022).[7] Dans de nombreux villages et petites villes, les habitants sont profondément attachés à leurs coutumes locales, que ce soit par les danses traditionnelles, l'artisanat régional ou la cuisine locale. Ces traditions sont non seulement chéries, mais activement préservées et transmises aux générations futures.

Un exemple unique de ce lien profond est le carnaval de Busójárás à Mohács[8], une tradition séculaire où les participants portent des masques et des peaux de mouton pour chasser l'hiver. Cet événement, reconnu par l'UNESCO comme patrimoine culturel immatériel, est bien plus qu'un simple festival : c'est une célébration de l'identité locale. Chaque année, des milliers de visiteurs y participent et toute la communauté, y compris les jeunes, s'implique pour perpétuer cette tradition. Pour les habitants de Mohács, le carnaval n'est pas seulement un événement culturel, mais un élément essentiel de leur identité, les reliant à leur passé et créant un sentiment d'appartenance commun au présent. De même, la broderie Matyó de Mezőkövesd[9], connue pour ses motifs floraux éclatants, est une tradition vivante, préservée par les artisans locaux et inscrite au patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Ces exemples montrent que pour de nombreux Hongrois, le patrimoine n'est pas un concept lointain, mais un élément indissociable de leur quotidien.



[7] Csurgó, B., et Smith, D. (2022). Patrimoine rural et aménagement du territoire : intégration des valeurs, traditions et mémoires communautaires en Hongrie. *Revue d'études rurales*, 75, 100-112. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2022.01.012>

[8] Carnaval de Mohács Busójárás : patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Consulté le 30 juin 2025 sur <https://ich.unesco.org/en/RL/busojaras-carnival-in-mohacs-00320>

[9] Broderie Matyó : Patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Consulté le 30 juin 2025 sur <https://ich.unesco.org/en/RL/maty%C3%B3-embroidery-00321>

De nombreux Hongrois participent à des activités liées au patrimoine : les maisons de danse folklorique (táncház) sont populaires auprès des jeunes, les musées d'histoire locale et les musées de village en plein air (tájházak) accueillent régulièrement des visiteurs. De plus, les journées annuelles du patrimoine (Kulturális Örökség Napjai)[10] attirent des foules vers les bâtiments et sites historiques de toute la Hongrie. Ces événements témoignent de l'intérêt croissant du public pour la préservation du patrimoine culturel, auquel participent jeunes et moins jeunes. Les communautés rurales, les minorités ethniques et les personnes âgées. Traditionnellement, les générations précédentes se sont davantage attachées à la préservation du patrimoine, mais ces dernières années, on observe un regain d'intérêt notable chez les jeunes urbains. Les ensembles de musique et de danse folkloriques sont florissants, même à Budapest, ce qui témoigne du succès des traditions locales, qui ne se limitent plus aux zones rurales. En réalité, l'intérêt croissant des jeunes citoyens pour le patrimoine local témoigne d'un renouveau culturel plus profond, car ils cherchent de plus en plus à renouer avec leurs racines.

Sur le plan politique, le patrimoine local est devenu un enjeu majeur, souvent associé aux débats sur l'identité nationale et les politiques culturelles. Ces dernières années, la préservation du patrimoine a été un thème central de l'agenda politique hongrois. Les politiques culturelles mettent de plus en plus en avant le patrimoine comme un atout précieux, essentiel non seulement pour le tourisme, mais aussi pour le développement des communautés et la promotion du patriotisme. Le patrimoine local, étroitement lié à l'identité nationale, n'est pas perçu comme un intérêt de niche, mais comme un élément clé de la vie publique. Par conséquent, les discussions autour de la préservation du patrimoine ont gagné en visibilité, passant des cercles universitaires au premier plan du discours national.



CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

La protection du patrimoine hongrois repose sur un cadre juridique complet :

- La loi LXIV de 2001 sur la protection du patrimoine culturel constitue le fondement juridique de l'identification, de la conservation et de l'utilisation du patrimoine culturel. Elle couvre à la fois le patrimoine matériel (tel que les monuments, les bâtiments historiques et les objets) et immatériel (tels que les coutumes, les traditions et l'artisanat). Elle souligne l'importance de la durabilité, de la participation du public et de l'éducation, garantissant ainsi la protection du patrimoine, mais aussi son accessibilité pour les générations futures.
- Le décret gouvernemental 393/2012 (XII. 20.) établit les règles de fonctionnement des autorités chargées du patrimoine, définissant les modalités d'enregistrement, de protection et de suivi des sites du patrimoine culturel. Ce décret garantit la standardisation et la systématisation du processus de conservation du patrimoine, garantissant ainsi son uniformité dans tout le pays.

La Hongrie participe également activement aux principaux accords internationaux qui régissent la protection du patrimoine. En tant que signataire de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO et de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, elle s'est engagée à participer à l'effort mondial de protection du patrimoine culturel. Ces accords internationaux lui fournissent les cadres nécessaires pour garantir la préservation de son patrimoine, non seulement pour sa fierté nationale, mais aussi pour la communauté internationale. En adhérant à ces conventions, la Hongrie aligne ses politiques sur les normes internationales et renforce son rôle dans la préservation du patrimoine international.

[10] Journées du patrimoine culturel : Journées du patrimoine en Hongrie. Consulté le 30 juin 2025 sur <https://www.kulturoris.hu/en/>

Un aspect notable du système hongrois de protection du patrimoine réside dans sa structure décentralisée. Si le gouvernement national établit les lois et les cadres généraux, les municipalités, les musées et les services de garde des parcs nationaux jouent un rôle actif dans la protection du patrimoine au niveau local. Les autorités locales sont habilitées à prendre des décisions concernant la protection du patrimoine, et les musées locaux, souvent gérés par les municipalités, jouent un rôle essentiel dans la recherche et la présentation du patrimoine culturel. De plus, les services de garde des parcs nationaux contribuent à la protection des sites archéologiques, garantissant ainsi la préservation du patrimoine naturel et bâti.

La Hongrie accorde également une grande importance à la protection du patrimoine culturel immatériel, un engagement renforcé par son adoption précoce de la Convention de l'UNESCO sur le patrimoine immatériel de 2003. Ce patrimoine englobe un large éventail de pratiques culturelles, telles que la musique traditionnelle, l'artisanat et les festivals, qui font partie intégrante du paysage culturel hongrois. Ces dernières années, la Hongrie a également adopté les principes de la Convention de Faro, qui soulignent la valeur sociale du patrimoine. Ce changement reconnaît que la préservation du patrimoine est essentielle. Il ne s'agit pas seulement de protéger les sites physiques, mais aussi de garantir que les traditions vivantes restent vives et accessibles à la communauté.

COMMUNAUTÉS ET INSTITUTIONS POUR LA PRÉSERVATION DU PATRIMOINE

En Hongrie, de nombreuses communautés locales sont particulièrement attachées à la préservation de leur patrimoine. Les villages ruraux, en particulier, sont fiers de préserver leurs traditions, telles que les costumes, les danses et les fêtes traditionnels, transmis de génération en génération. Par exemple, la communauté Palóc, dans le nord de la Hongrie, organise des festivals annuels célébrant sa culture populaire, et le peuple Sicule de Transylvanie continue d'honorer son patrimoine comme un élément de son identité. De même, des minorités ethniques comme les Souabes (Allemands du Danube) et les Slovaques gèrent des centres culturels pour préserver leurs coutumes et traditions uniques, souvent soutenus par des initiatives des collectivités locales. Parallèlement à ces efforts locaux, plusieurs institutions clés jouent un rôle essentiel dans la préservation et la promotion du patrimoine hongrois. La Maison du patrimoine hongrois (Hagyományok Háza)[11] est une institution de premier plan qui se consacre à la sauvegarde des traditions populaires dans le bassin des Carpates, proposant des ateliers, des formations et des actions d'éducation du public. Le Musée national et d'autres musées régionaux jouent un rôle essentiel dans la préservation du patrimoine matériel, la collecte et la restauration d'objets historiques. Des organisations professionnelles comme ICOMOS[12] Hongrie et Europa Nostra Hongrie contribuent également à la conservation du patrimoine par le biais de conseils d'experts et de programmes de reconnaissance.

LE SYSTÈME DE VALEURS DERRIÈRE LE PATRIMOINE LOCAL ET CULTUREL

En Hongrie, le patrimoine local est largement perçu comme un atout culturel et une responsabilité civique. Il joue un rôle important dans le développement de la fierté nationale, de l'identité et de la continuité. Le patrimoine est souvent perçu comme un héritage à honorer et à préserver, les pratiques traditionnelles étant célébrées comme faisant partie intégrante de l'identité de la communauté. Le concept de Hungarikum est au cœur de cette vision : une appellation

[11] Maison du patrimoine hongrois (Hagyományok Háza) : À propos de nous. Consulté le 30 juin 2025 sur <https://www.hagyomanyokhaza.hu/en/>

[12] ICOMOS Hongrie : À propos de l'ICOMOS Hongrie. Récupéré le 30 juin 2025 sur <https://www.icomos.hu/en>

désignant des produits, des traditions et des valeurs typiquement hongrois, officiellement reconnus pour leur importance culturelle. Parmi ces éléments figurent des traditions culinaires comme le vin de Tokaj et le paprika Kalocsa, ainsi que l'art populaire, la musique et les festivals régionaux. Ces éléments ne sont pas seulement des symboles de fierté, ils servent aussi à unir les générations et à relier les Hongrois à leur histoire commune.

Parallèlement, de nouvelles interprétations du patrimoine mettent l'accent sur la diversité, la réflexion critique et l'innovation. Le patrimoine local est de plus en plus reconnu comme un outil de développement communautaire, d'engagement des jeunes et de dialogue interculturel. Alors que les récits traditionnels idéalisent souvent le passé rural hongrois, les pratiques contemporaines explorent des récits méconnus, des histoires marginalisées et des identités en évolution. Le patrimoine devient ainsi une ressource vivante et dynamique, capable de favoriser la cohésion sociale et l'apprentissage intergénérationnel. Il permet aux communautés de réfléchir à leur histoire, de célébrer leur diversité culturelle et de s'engager dans de nouvelles pratiques culturelles inclusives. En ce sens, l'approche hongroise du patrimoine local évolue, alliant tradition et innovation, et reconnaissant les aspects positifs comme négatifs de son passé.



CONFRONTER UN PASSÉ COMPLIQUÉ : L'HÉRITAGE DU TRIANON

Le traité de Trianon de 1920 a profondément remodelé les frontières de la Hongrie, laissant des millions de Hongrois de souche hors des nouvelles frontières du pays. Cette perte territoriale et ses conséquences culturelles sont au cœur de la mémoire nationale hongroise et sont souvent qualifiées de « désastre ».

Si l'impact de cet événement se fait encore sentir, la Hongrie a développé des solutions pour en faire face. Le 4 juin est célébré comme la Journée de l'unité nationale, qui met en avant l'identité culturelle commune des communautés hongroises, au-delà des frontières nationales. Des politiques telles que l'octroi de la double nationalité aux Hongrois de souche vivant à l'étranger visent à renforcer ces liens.

Les mémoriaux et les expressions culturelles contribuent à maintenir l'histoire de Trianon présente dans la conscience publique. Le Mémorial national de l'unité à Budapest commémore les colonies hongroises disparues, et l'hymne *sicule sicule* demeure un symbole culturel important. Ces efforts contribuent à préserver la mémoire de Trianon et à maintenir un sentiment d'identité collective parmi les Hongrois, tant en Hongrie qu'à l'étranger.





CONCLUSION : PATRIMOINE ET IDENTITÉ HONGROISE

La préservation du patrimoine local est essentielle à la conscience de soi du peuple hongrois. Elle relie les générations et renforce le sentiment d'une histoire commune. Les fêtes, les chants et les traditions honorent non seulement le passé, mais façonnent également l'identité collective du pays. Ces traditions vivantes sont activement préservées et transmises, faisant du patrimoine un élément essentiel de la vie quotidienne. Il est également renforcé par des lois et des institutions culturelles solides, reflétant un engagement national à préserver les monuments matériels et les pratiques immatérielles pour les générations futures.

Le riche patrimoine culturel de la Hongrie, mis en valeur par ses sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO comme Hollókő et ses traditions locales célèbres, contribue à la singularité du pays sur la scène internationale. « Hungaricum », terme désignant des produits et traditions typiquement hongrois comme le vin de Tokaj et le paprika Kalocsa, témoigne de la fierté des Hongrois pour leurs trésors culturels. La mémoire culturelle commune unit également les communautés hongroises au-delà des frontières, créant un sentiment d'unité face à des défis historiques comme celui de Trianon. En résumé, préserver le patrimoine en Hongrie ne se résume pas à honorer le passé ; c'est une force vivante et unificatrice qui façonne l'identité collective de la nation et guide son avenir.



PERCEPTIONS DU PUBLIC ET IMPORTANCE SOCIALE

La Serbie est réputée pour ses traditions, sa culture et son patrimoine culturel, souvent compris en termes de culture matérielle (monuments, architecture traditionnelle, églises, artisanat) et d'éléments immatériels (dialectes, musique, rituels, folklore). Les institutions serbes disposent de mécanismes formels de protection du patrimoine culturel. De nombreuses initiatives émanent des communautés locales, des organisations de jeunesse et des citoyens. Le premier à s'intéresser à la protection du patrimoine culturel fut le prince Aleksandar Karađorđević, sur proposition de Jovan Steria Popović, qui promulgua le 22 février 1844 le décret interdisant la démolition des vieilles villes et de leurs ruines, en accord avec l'Union soviétique. L'ordonnance sur la protection des monuments anciens est la première loi générale sur la protection du patrimoine culturel en Serbie et représente l'un des premiers actes juridiques généraux modernes sur les monuments en Europe au XIXe siècle.

Grâce aux efforts particuliers de l'écrivain Milorad Panić-Surep (qui deviendra plus tard le premier directeur de l'Institut), le gouvernement serbe fonda en 1947 l'Institut pour la protection et l'étude scientifique des monuments culturels de la République nationale de Serbie, dont le siège était à Belgrade. En 1960, l'Institut fut rebaptisé Institut républicain pour la protection des monuments culturels de Belgrade ; en 1971, il fut rejoint par l'Institut yougoslave pour la protection des monuments culturels, et un réseau d'institutions de protection fut rapidement mis en place sur le territoire serbe.

La Serbie est réputée pour la préservation de sa culture, de ses traditions et de ses danses folkloriques traditionnelles. Le Srpsko kolo est une danse traditionnelle serbe inscrite sur la liste des biens culturels protégés de l'UNESCO. Le kolo est un reflet du peuple serbe, interprété lors de tous les événements de la vie des Serbes. Les coutumes diffèrent selon les régions, et chaque région possède une structure très complexe, tandis que les événements organisés autrefois sont encore représentés dans certains endroits.

Il existe divers festivals et événements culturels où les ensembles folkloriques promeuvent la chorégraphie, le chant et les performances instrumentales serbes. Ainsi, le « Sabor trubača u Guči » est l'un des festivals de musique les plus visités avec un fort segment folklorique, tandis que le « Vukov sabor u Tršiću » est la plus ancienne manifestation culturelle en Serbie.

Le patrimoine local est important pour le public, notamment dans les zones rurales où les traditions et les coutumes sont toujours pratiquées. Ces dernières années, la sensibilisation à la nécessité de préserver les coutumes locales, les dialectes, ainsi que les chants, danses et instruments folkloriques, s'est accrue. De nombreux projets de numérisation des biens culturels ont récemment été mis en œuvre en Serbie.





Début 2021, le ministère de la Culture et de l'Information a défini les priorités stratégiques pour le développement de la culture en République de Serbie pour la période 2021-2025, qui ont été approuvées par le gouvernement de la République de Serbie. Ce document

définit 20 orientations clés de la politique culturelle, dans le but d'améliorer le secteur culturel, de renforcer la conscience de l'identité culturelle, d'introduire des approches modernes et innovantes dans la transmission des valeurs culturelles, ainsi que d'encourager la coopération avec les secteurs éducatif, scientifique et touristique. Parmi les objectifs stratégiques de la politique culturelle serbe, on peut citer : l'augmentation des crédits budgétaires destinés à la culture, la préservation du patrimoine culturel et historique, une coopération intensive avec l'UNESCO, le développement de musées et de galeries modernes, la promotion de l'art et de l'industrie cinématographique, la compétitivité dans le secteur médiatique, ainsi que la décentralisation de la production culturelle. Parmi les priorités figurent également le développement de la diplomatie culturelle, la mise en œuvre et la poursuite d'importants projets d'infrastructures, la coopération avec le secteur privé par le biais de partenariats public-privé, ainsi que l'engagement avec d'autres acteurs concernés. Il est également prévu d'introduire des incitations fiscales à l'investissement dans la culture, la reconnaissance de la dimension économique de la culture, le renforcement de la culture populaire, la numérisation des contenus culturels et le développement du tourisme culturel. Une attention particulière a été accordée à l'amélioration du statut des artistes indépendants, des travailleurs culturels et des associations professionnelles d'artistes.

La Serbie peut se vanter de posséder cinq sites inscrits sur la Liste du patrimoine culturel mondial de l'UNESCO, qui témoignent de la riche histoire, de la spiritualité et du développement culturel des Balkans :

- Stari Ras et Sopoćani (1979) - comprend des monuments médiévaux importants : le monastère de Sopoćani, le monastère des piliers de Saint-Georges, l'église Saint-Pierre et Saint-Paul, ainsi que les vestiges de la forteresse de Ras à Gradina.
- Monastère de Studenica (1986) - l'un des centres spirituels et artistiques les plus importants de l'époque de la dynastie Nemanjić.
- Gamzigrad - Romuliana, le palais de l'empereur Galerija (2007) - un site archéologique exceptionnel de la fin de l'époque romaine.
- Monuments médiévaux du Kosovo (2004) - un ensemble comprenant les monastères de Dečani, Gračanica, le Patriarcat de Peć et l'église Notre-Dame de Ljeviška à Prizren. Cet ensemble est actuellement inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril.
- Stećci - pierres tombales médiévales (2016) - un site transfrontalier en série que la Serbie partage avec la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et le Monténégro.



Jusqu'à présent, la Serbie a inscrit cinq éléments sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, qui représentent des traditions et des coutumes vivantes ayant une signification profonde pour l'identité nationale :

- Slava - fête familiale de la fête patronale (2014)
- Kolo - un jeu folklorique traditionnel en cercle, symbole d'unité et d'esprit collectif (2017)
- Chanter au violon : un héritage oral épique transmis de génération en génération (2018)
- Fabrication de poterie à Zlakusa - la technique de fabrication de récipients au tour à main cultivée dans le village de Zlakusa (2020)
- Préparation et utilisation de l'eau-de-vie de prune - pratiques sociales et connaissances liées à la production traditionnelle de l'eau-de-vie de prune (2022)

Le ministère de la Culture de la République de Serbie supervise les activités de 28 institutions culturelles nationales, qui jouent un rôle essentiel dans la préservation et le développement du patrimoine culturel et de la création contemporaine. Parmi elles, on trouve :

-L'Institut républicain pour la protection des monuments culturels, en tant qu'institution centrale pour la protection professionnelle des biens culturels immobiliers

- Le Musée national de Serbie, l'institution muséale la plus importante du pays
- Les Archives d'État de Serbie, qui comprennent un réseau de 36 archives publiques réparties dans tout le pays
- Les Archives de Yougoslavie, gardiennes des archives de l'ancien État commun
- La Bibliothèque nationale de Serbie, qui coordonne le travail d'un réseau de 164 bibliothèques publiques
- La Cinémathèque yougoslave, une institution d'une importance particulière pour la préservation du patrimoine cinématographique
- Centre du cinéma de Serbie, responsable du développement et de la promotion de la cinématographie nationale

COMMUNAUTÉS ET INSTITUTIONS POUR LA PRÉSERVATION DU PATRIMOINE

- Le patrimoine culturel serbe est un mélange unique de multiples traditions et récits : slave (entrelacement culturel slave du Sud), byzantin (christianisme orthodoxe, églises et monastères médiévaux, culte de Saint Sava, écriture cyrillique), balkanique ancien (styles architecturaux, héritage musical, linguistique et culinaire sous influence orientale-islamique), héroïque (la culture des paysans-guerriers et des héros dans de nombreux soulèvements et luttes armées, représentations réelles et mythiques de l'histoire nationale et étatique), national-romantique (folklore, traditions orales, chansons, histoires, légendes, traditions rurales productives et familiales) et européen éclairé (idéaux de rationalité, de modernité et des Lumières, représentés par l'intelligentsia bourgeoise, les artistes et les scientifiques).

Ainsi, le patrimoine culturel de la Serbie englobe des biens matériels et immatériels de diverses périodes historiques, y compris des éléments de la culture d'élite et populaire, avec une conscience claire de son lien avec les réalisations d'autres peuples avec lesquels les Serbes sont entrés en contact tout au long de l'histoire, ainsi qu'avec le patrimoine culturel des minorités nationales vivant en Serbie aujourd'hui.

Le patrimoine matériel et immatériel étant étroitement liés, ils traversent l'ensemble du tissu social d'un peuple. Par conséquent, la tradition architecturale serbe peut être comprise comme le reflet de valeurs, de symboles et de significations sociales (économiques, culturelles et politiques) très spécifiques. De nombreux bâtiments et espaces culturels témoignent non seulement des caractéristiques architecturales d'une période historique particulière, mais aussi des principes fondamentaux qui régissaient la vie publique de l'époque, à savoir les valeurs auxquelles adhéraient les individus et des communautés entières.

Cela est évident aussi bien dans les églises et les monastères serbes médiévaux que dans l'architecture commémorative et les nombreux monuments liés à l'héritage de la lutte de libération nationale et à la reconstruction d'après-guerre du pays à l'époque du socialisme yougoslave.

La préservation du patrimoine culturel en Serbie est très répandue dans toutes les communautés locales, mais elle diffère selon la situation géographique et les coutumes et traditions. Ministères,

- Les instituts, musées et archives mènent des travaux d'expertise en recherche, conservation et éducation, guidés par les lois et les conventions internationales, notamment la Convention FARO et les normes de l'UNESCO. Ces institutions classent le patrimoine (par exemple, en tant que monuments d'importance exceptionnelle), proposent des mesures de protection et travaillent souvent à la restauration des sites en collaboration avec des architectes, des historiens et des archéologues.

Institutions nationales clés :

- 1. Ministère de la Culture de la République de Serbie**
- 2. Institut pour la protection des monuments culturels de Serbie**
- 3. Institut républicain pour la protection des monuments culturels**
- 4. Secrétariat provincial de la culture, de l'information publique et des relations avec les communautés religieuses (Voïvodine)**
- 5. Instituts régionaux pour la protection des monuments culturels**
 - Situé dans des villes telles que Belgrade, Novi Sad, Niš, Kraljevo, Zaječar, Subotica, Kragujevac et autres.
- 6. Musée national de Belgrade**
- 7. Musée ethnographique de Belgrade**
- 8. Musée de Voïvodine**
- 9. Matica Srpska**
 - L'une des plus anciennes institutions culturelles et scientifiques de Serbie, joue un rôle important dans l'archivage, l'édition et l'éducation culturelle liée au patrimoine serbe.
- 10. Archives de Serbie et Commission des archives régionales pour l'UNESCO (Commission nationale serbe pour l'UNESCO)**



LE SYSTÈME DE VALEURS DERRIÈRE LE PATRIMOINE LOCAL ET CULTUREL

- La Serbie s'est engagée à adopter une approche du patrimoine fondée sur les valeurs en signant la Convention FARO, qui souligne que le patrimoine culturel appartient à tous et doit être utilisé pour promouvoir la démocratie, la participation et le bien-être communautaire. Cette approche a contribué à façonner la manière dont les institutions publiques, les organisations privées et les communautés serbes appréhendent et gèrent aujourd'hui leur patrimoine culturel.

En Serbie, le patrimoine culturel est étroitement lié à un large éventail de valeurs historiques, culturelles, spirituelles et sociales. Il reflète le passé complexe du pays et ses efforts pour bâtir un avenir inclusif et créatif. Le patrimoine ne se limite pas à la préservation de bâtiments anciens ou de coutumes : il est aussi synonyme d'identité, de dialogue, d'éducation et de développement.

Certaines des principales valeurs patrimoniales de la Serbie comprennent :



Identité nationale et continuité

Les monastères médiévaux (Studena et Sopoćani), la bataille du Kosovo (1389) et l'héritage de la dynastie Nemanjić sont considérés comme des symboles de fierté nationale et d'ancrage historique. Le Moyen Âge est étroitement lié à l'identité nationale, car il s'agit d'une période marquée par un contexte historico-spirituel spécifique, qui a joué un rôle important dans la prise de conscience de l'importance du passé et, par conséquent, du patrimoine national.



Tradition culturelle et fierté

Des pratiques comme la Slava (patrimoine immatériel de l'UNESCO), la musique folklorique traditionnelle, la danse (par exemple, le kolo) et les objets artisanaux comme les tapis Pirot sont célébrés pour leur authenticité et leur lien avec la vie quotidienne.



Mémoire historique

Les sites du patrimoine de la Seconde Guerre mondiale et de la période yougoslave, comme Kadinjača, rappellent les luttes, la résistance et la résilience partagées.



Signification religieuse et spirituelle

Les monastères comme Žiča, Ostrog et Gračanica jouent un rôle clé dans la tradition orthodoxe serbe et dans la vie spirituelle.



Identité locale

Le patrimoine aide les gens à se sentir connectés à leur région à travers les festivals locaux, les dialectes et les traditions culinaires comme le grill de Leskovac ou les plats au paprika de Voïvodine.



Coexistence interculturelle

En particulier dans des endroits comme la Voïvodine, le patrimoine reflète le riche mélange de groupes ethniques – Hongrois, Roms, Slovaques, Bosniaques, Albanais – à travers une signalisation multilingue, la diversité religieuse et les festivals des minorités.



Tourisme durable

Le patrimoine soutient le développement local à travers les ethno-villages (comme Drvengrad), les routes des vins et le tourisme culturel, souvent soutenus par les programmes de l'UE et de l'UNESCO.



Éducation et engagement civique

Les écoles, les musées et les programmes pour les jeunes utilisent le patrimoine pour enseigner la tolérance, l'histoire et la sensibilisation culturelle, encourageant les jeunes à explorer et à protéger leur propre patrimoine.



CONCLUSION : LE RÔLE DU PATRIMOINE LOCAL DANS L'IDENTITÉ SERBE



Le patrimoine local joue un rôle essentiel dans la formation et l'expression de l'identité des Serbes. Il représente une histoire riche, des coutumes et des valeurs transmises de génération en génération, reliant les gens à leurs racines et à leur communauté.

Des monastères et de la musique traditionnelle aux danses folkloriques et aux célébrations coutumières, le patrimoine local préserve la complexité culturelle unique de la Serbie. Dans de nombreuses villes et villages serbes, le patrimoine local est une source de fierté et de sentiment d'appartenance, renforçant le sentiment d'appartenance à la communauté et la continuité. Il consolide la mémoire collective et aide les individus à comprendre leur place dans un contexte historique et culturel plus large.

Le patrimoine local contribue à la diversité culturelle de la Serbie, en soulignant les spécificités régionales tout en nourrissant les valeurs nationales communes. Il constitue le fondement de l'éducation culturelle et du développement touristique, renforçant ainsi les économies locales et contribuant à la diplomatie culturelle.

En fin de compte, la préservation du patrimoine local est nécessaire au maintien de l'identité serbe, car elle permet au passé de rester une partie vivante du présent et du futur.

Un exemple récent de l'approche créative de la Serbie en matière de patrimoine est l'admission de Novi Sad au Réseau des villes créatives de l'UNESCO (RVCU) en 2023 dans le domaine des arts numériques ; elle est ainsi devenue la première ville d'Europe du Sud-Est à recevoir cette reconnaissance. Cela témoigne de l'engagement de la Serbie à utiliser la culture et l'innovation comme outils de développement urbain durable.

Références :

- Histoire de la protection culturelle en Serbie https://heritage.gov.rs/latinica/istorija_zastite_u_srbiji.php
- POLITIQUE DU PATRIMOINE CULTUREL (Rapport détaillé sur la politique nationale par Miroslava Turković) <https://www.coe.int/en/web/herein-system/serbia>
- Kolo, danse folklorique traditionnelle (UNESCO) <https://ich.unesco.org/fr/RL/kolo-traditional-folk-dance-01270>
- Centre européen du patrimoine, <https://www.europeanheritagehub.eu/policy-monitor/policy-profile-serbia/>
- <https://www.novisadmediaarts.rs/fr>
- <https://europa.rs/kulturno-nasledje-putovanje-kroz-vreme-i-prostor/>
- <https://www.politika.rs/sr/clanak/480223/podici-svest-o-kulturnom-nasledu-kao-identitetskom-nasledu>



PERCEPTIONS DU PUBLIC ET IMPORTANCE SOCIALE

Le patrimoine culturel et les traditions jouent un rôle important dans la construction de l'identité et des politiques culturelles. Le patrimoine, tel qu'il est exprimé par le terme « Heimat », procure un sentiment d'appartenance et une histoire commune aux individus et aux communautés. Il façonne leur compréhension d'eux-mêmes et de leur place dans le monde. Établir un lien tangible avec le passé et favoriser un sentiment d'appartenance à un lieu peut favoriser l'acceptation de pratiques durables. Il est important de souligner que le patrimoine local n'est pas perçu comme une relique statique du passé, mais comme une ressource dynamique et vivante qui relie les individus à leur environnement et à leur histoire. L'intégration du patrimoine local dans les programmes éducatifs et les projets de développement durable peut améliorer la compréhension culturelle et ainsi conduire à un avenir plus résilient.

Les concepts de Heimat et de tradition ont souvent été récupérés par des groupes et partis nationalistes de droite, notamment l'Alternative für Deutschland (AfD), pour promouvoir des discours d'exclusion et une conception statique et racialement chargée de l'identité culturelle. Ces stratégies d'« altérisation » s'appuient sur des visions nostalgiques et ethniquement homogènes de l'appartenance nationale et se sont intensifiées ces dernières années, parallèlement à la montée en puissance des mouvements populistes d'extrême droite en Europe.

Dans l'Allemagne d'après 1945, le terme « Heimat » a longtemps été évité en raison de son instrumentalisation pendant l'ère nazie, à l'instar de l'utilisation du drapeau national. Ce n'est qu'en 2006, avec la Coupe du monde de football organisée en Allemagne, que l'utilisation du drapeau et le sentiment de fierté nationale sont progressivement devenus plus acceptables au sein de la population. Les acteurs politiques et civils ont œuvré à façonner une vision plus inclusive et plus rassembleuse du patrimoine culturel et, surtout, à redéfinir la Heimat en des termes démocratiques et pluralistes. Cela implique de reconnaître ses dimensions émotionnelles et culturelles tout en la détachant de l'idéologie nationaliste. Ainsi, le ministère fédéral de l'Intérieur, lors du précédent gouvernement allemand (2021-2024), a inclus le mot « Heimat » dans son appellation officielle allemande (Bundesministerium des Innern und für Heimat). Le ministère a déclaré : « La Heimat est un lieu où les gens se sentent à l'aise, acceptés et en sécurité. Heimat n'est pas synonyme d'étroitesse, mais donne une orientation.



« Il s'agit d'une démarche symbolique et stratégique qui vise à récupérer Heimat de l'appropriation par l'extrême droite et à le cultiver comme un espace de diversité, de solidarité civique et d'échange démocratique – renforcé dans les institutions publiques et dans la promotion par l'UNESCO du patrimoine culturel immatériel comme outils de cohésion sociale et de dialogue interculturel. »

De même, un aspect central de la « Heimat » et du patrimoine en Allemagne est sa dimension commémorative.

La culture, qui est également au cœur de la conception démocratique du pays, s'inscrit dans l'effort national pour faire face à l'héritage du national-socialisme et renforce l'engagement en faveur d'un ordre constitutionnel libre et démocratique. Avec plus de 300 sites commémoratifs à travers le pays, la mémoire est largement mise en œuvre à l'échelle régionale, inscrivant la responsabilité historique au quotidien. Les cultures mémorielles locales se sont également développées autour de la division de l'Allemagne et du passé de la RDA, notamment dans les Länder de l'Est. Ces dernières années, une attention croissante a été accordée à des aspects négligés de l'histoire allemande, tels que l'histoire coloniale et sa société migratoire. Cette évolution du paysage souligne l'idée qu'une démocratie fonctionnelle exige une conscience historique et une ouverture sur l'ensemble du territoire.



LE CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE ET INSTITUTIONNEL

La structure fédérale de l'Allemagne se traduit par un système juridique à plusieurs niveaux pour la protection du patrimoine, avec des réglementations nationales, régionales, européennes et internationales. Le patrimoine local est principalement régi par les lois des États, mais celles-ci sont façonnées par des cadres nationaux et supranationaux plus larges.

Au niveau fédéral, le texte législatif le plus pertinent est la loi sur la protection des biens culturels (Kulturgutschutzgesetz, KGSG), promulguée en 2016 et qui constitue le cadre juridique général. Elle aligne le droit allemand sur les accords internationaux, notamment la Convention de l'UNESCO de 1970, et régit l'importation, l'exportation et la protection des biens culturels. Bien que centrée sur le patrimoine mobilier, la KGSG influence la législation des Länder en matière de préservation des monuments. La loi ne se limite pas à la gestion administrative des biens culturels, mais affirme leur valeur en tant que symboles de la mémoire et de l'identité historiques. En imposant des conditions strictes à la circulation des biens culturels et en introduisant des listes nationales du patrimoine, la KGSG vise à prévenir la perte d'objets d'importance culturelle, à lutter contre le trafic et à garantir l'accessibilité et la préservation du patrimoine culturel pour les générations futures. La loi reflète le principe selon lequel le patrimoine culturel nécessite une forme de protection distinctive et proactive, fondée sur la responsabilité éthique.

La loi la plus importante au niveau des Länder est la « Denkmalschutzgesetz » (loi sur la protection des monuments), qui régit le patrimoine culturel immobilier, notamment les bâtiments historiques, les sites archéologiques et les paysages culturels. Ces lois définissent les critères de classement des monuments et réglementent leur restauration et leur démolition. Elles confèrent aux autorités des Länder un pouvoir décisionnel considérable, affirmant que les monuments sont des expressions importantes de l'identité régionale, favorisant l'engagement du public et promouvant l'éducation et la continuité. Par conséquent, les lois et réglementations connexes ont un effet immédiat sur le développement urbain et l'urbanisme : elles restreignent les nouvelles constructions dans les quartiers historiques, influencent la conception des bâtiments pour garantir leur compatibilité architecturale et exigent des études d'impact sur le patrimoine dans les procédures de planification. Grâce à ce pouvoir, la protection des monuments façonne le caractère des villes et des villages, conciliant besoins modernes et continuité historique. L'objectif est de préserver l'identité régionale tout en intégrant le patrimoine culturel à la vie contemporaine et en favorisant l'engagement du public envers l'histoire. Grâce à sa structure fédérale, chaque Länder peut adapter sa législation à sa situation spécifique, garantissant ainsi une approche nuancée et ancrée localement dans la gouvernance du patrimoine.

Depuis leur adhésion à la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en 2013, les autorités allemandes s'investissent activement dans la création d'un inventaire national du patrimoine culturel immatériel (« Bundesweites Verzeichnis Immaterieller Kulturerbe »), qui reconnaît les formes de culture créatives, inclusives et innovantes. Cet inventaire présente des exemples de traditions culturelles vivantes et de formes d'expression pratiquées et transmises en Allemagne. Suivant le slogan « Wissen. Können. Weitergeben. » (« Savoir. Savoir. Transmettre. »), l'inventaire national vise à renforcer la valorisation et la reconnaissance des savoirs et savoir-faire traditionnels. Il distingue six catégories :

- (1) coutumes et festivals tout au long de l'année,
- (2) techniques d'artisanat traditionnel,
- (3) traditions et vie dans la communauté,
- (4) personnes et nature,
- (5) musique et arts du spectacle et
- (6) programmes de conservation modèles.

Les décisions concernant les nouvelles inscriptions sont prises régulièrement dans le cadre d'un processus en plusieurs étapes. La Conférence permanente des ministres des Affaires culturelles des Länder établit une liste de propositions. Ces propositions sont examinées, évaluées et recommandées par le Comité d'experts indépendant pour le patrimoine culturel immatériel, basé à la Commission allemande pour l'UNESCO. Outre l'inventaire national, certains Länder disposent de leurs propres registres (cf. Deutsche UNESCO-Kommission[13]).

L'Allemagne dispose d'un réseau bien développé d'institutions publiques et privées dédiées à la préservation et à la conservation du patrimoine local. Ces institutions opèrent aux niveaux fédéral, régional ou municipal et témoignent d'un engagement de longue date envers le patrimoine culturel en tant que bien public.

Au niveau national, le Comité national allemand pour la protection des monuments (DNK) promeut la sensibilisation et la coordination de la politique patrimoniale. Chaque Land dispose de son propre Office régional pour la préservation des monuments (Landesamt für Denkmalpflege), chargé d'identifier, de documenter et de protéger le patrimoine conformément à la législation nationale. Dans le secteur privé, la Fondation allemande pour la protection des monuments (DSD) joue un rôle majeur, notamment en soutenant des projets communautaires de petite envergure. Ces institutions collaborent avec les autorités locales, les églises et les citoyens pour préserver le patrimoine matériel et immatériel. Chaque Land compte de nombreuses institutions privées de petite taille qui s'occupent du patrimoine culturel et de la préservation des monuments. Les musées, tels que les Landesmuseen (musées régionaux) et les institutions artistiques, jouent également un rôle important dans la conservation du patrimoine culturel en Allemagne.



LE SYSTÈME DE VALEURS DERRIÈRE LE PATRIMOINE LOCAL ET CULTUREL

Bien que le patrimoine culturel soit considéré comme un élément essentiel de l'identité et de la cohésion sociale en Allemagne, les institutions et la population allemandes sont très prudentes quant à l'exposition publique ou à la thématisation de leur patrimoine culturel. Cela s'explique par les expériences vécues sous le « Troisième Reich », pendant l'Holocauste et la Seconde Guerre mondiale. Par conséquent, toutes les institutions publiques et tous les projets relatifs au patrimoine culturel étudiés dans le cadre de cette enquête ont clairement souligné que les discussions et les projets relatifs au patrimoine culturel allemand s'inscrivent toujours dans le cadre de l'« ordre fondamental libre et démocratique » de la Loi fondamentale allemande (Grundgesetz). Ce principe trouve son expression fondamentale dans l'article 1 de la Loi fondamentale allemande (la dignité de l'homme est irréprochable) et son « principe de démocratie », qui comprend la participation égale de tous les citoyens au processus démocratique, la souveraineté du peuple et l'État de droit.

Cette attitude fondamentale envers son propre patrimoine culturel se reflète clairement dans la déclaration de mission de la Fondation culturelle des Länder (Kulturstiftung der Länder) : « La Fondation culturelle des Länder défend la diversité culturelle comme un symbole de l'humanité et de notre patrimoine commun. Convaincue que la diversité culturelle ne peut s'épanouir que dans un contexte de démocratie, de tolérance, de justice sociale et de respect mutuel entre les sociétés et les cultures, la Fondation culturelle reconnaît l'égale valeur de toutes les cultures et de leurs formes d'expression, y compris celles des individus appartenant à des minorités. Conformément à la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, la Fondation culturelle des Länder affirme sans réserve la liberté des arts et des sciences, de la recherche et de l'enseignement, ainsi que la compétence des Länder en matière culturelle. »[14]



CONCLUSION : LE RÔLE DU PATRIMOINE LOCAL DANS L'IDENTITÉ ALLEMANDE

La conservation du patrimoine local joue un rôle essentiel dans le développement de la conscience de soi et de l'identité du peuple allemand. Bien que le terme « patrimoine local » soit peu utilisé, la préservation du patrimoine culturel, matériel et immatériel – tels que les sites historiques, les traditions régionales et les pratiques commémoratives – est devenue essentielle à la conception démocratique et culturelle de l'Allemagne.

Compte tenu de l'histoire complexe de l'Allemagne, notamment de l'héritage du national-socialisme et de la RDA, le patrimoine est étroitement lié à la mémoire, à l'inclusion et à la responsabilité civique. Les efforts visant à redéfinir des termes historiquement chargés comme « Heimat » reflètent une évolution plus large vers une définition plus nationale, mais démocratique et diversifiée du terme.

Les institutions, à tous les niveaux, promeuvent le patrimoine comme une ressource vivante qui favorise l'appartenance, soutient l'éducation et le développement durable, et renforce l'identité communautaire. Ainsi, le patrimoine local ne se limite pas à préserver le passé : il contribue à façonner un avenir commun et résilient.

4. Conclusion



Alors, en tant que nouveau venu dans le monde du patrimoine culturel, de quoi devons-nous nous souvenir lorsque nous sommes sur le point de démarrer notre propre projet de patrimoine local en développant un circuit du patrimoine local ?



QU'EST-CE QUE LE PATRIMOINE (CULTUREL) LOCAL ?

Avant tout, vous pouvez appliquer en toute confiance une compréhension globale du patrimoine culturel local. Ce terme ne se limite ni au patrimoine matériel (bâtiments, monuments, œuvres d'art, etc.) ni au patrimoine immatériel (pratiques culturelles, traditions, musique, etc.). Le projet EYES applique la définition suivante, qui correspond à celle du « Cambridge Dictionary » :

Définition du patrimoine culturel :

Éléments patrimoniaux appartenant à la culture d'une société particulière, tels que les traditions, les langues ou les bâtiments, qui ont été créés dans le passé et qui sont toujours importants.

Sujet possible d'enquêtes sur le patrimoine culturel[15] :

- Patrimoine matériel – par exemple bâtiments, monuments, artefacts, vêtements, œuvres d'art, livres, machines, villes historiques, sites archéologiques ;
- Patrimoine immatériel – par exemple la langue et les traditions orales, les sports et les jeux, les arts du spectacle, les pratiques sociales et l'artisanat traditionnel ;
- Patrimoine naturel – par exemple les paysages, la flore et la faune ;
- Patrimoine numérique – par exemple des ressources créées sous forme numérique (comme l'art numérique ou l'animation) ou qui ont été numérisées à des fins de préservation.

[15] Plateforme européenne d'éducation scolaire : <https://school-education.ec.europa.eu/en/discover/tutorials/learn-connect-and-reflect-cultural-heritage> consulté le 15 juillet 2025

Cette définition En conséquence, si vous avez l'intention de vous engager dans un projet de patrimoine local mais que vous ne savez pas quel sujet choisir, la première étape peut être de regarder autour de vous dans votre propre communauté et d'identifier les choses ou les problèmes qui sont importants pour les gens et qui ont leurs racines quelque part dans le passé.

Dans tous les cas, les développeurs de projets de patrimoine local doivent être conscients des effets positifs potentiels et prêter attention aux conditions-cadres qui devraient s'appliquer pour que ces effets positifs se matérialisent.



QUEL EST L'INTÉRÊT D'UN PROJET DE PATRIMOINE LOCAL ?

La gestion du patrimoine culturel local est un enjeu mondial reconnu pour son potentiel identitaire. En s'y attaquant, les individus prennent conscience de leurs racines et de leur appartenance à une communauté. Ils acquièrent ainsi une meilleure conscience d'eux-mêmes, ce qui leur procure une certaine orientation et une certaine stabilité.

Prendre conscience de son propre patrimoine local peut également avoir des effets positifs pour l'ensemble de la communauté. Mettre en lumière le patrimoine culturel commun d'une communauté et découvrir les points communs et les caractéristiques communes des individus renforce probablement les liens entre ses membres, ce qui favorise leur sentiment d'appartenance et leur sympathie mutuelle. Cela améliore, in fine, leur bien-être et leur satisfaction au quotidien.

Quoi qu'il en soit, reconnaître les schémas comportementaux de son propre passé et de celui de sa communauté peut constituer une source précieuse d'orientation pour l'avenir. Connaître les aspects positifs et négatifs du passé peut conduire à de meilleures décisions pour l'avenir. Par conséquent, une bonne connaissance du patrimoine culturel local peut être la source d'un développement durable.

La recherche sur le patrimoine culturel est une tâche multidimensionnelle qui requiert de multiples compétences à acquérir tout au long du processus. Celles-ci incluent des techniques de recherche documentaire, de recherche archivistique, d'entretien, de présentation, y compris la gestion des formes d'expression multimédia, ainsi que des connaissances et/ou compétences de base dans le contexte substantiel étudié, pour n'en citer que quelques-unes. Par conséquent, la « sensibilité et l'expression culturelles » constituent l'une des huit compétences clés pour l'apprentissage tout au long de la vie.[16]



[16] Plateforme européenne d'éducation scolaire : <https://school-education.ec.europa.eu/en/discover/tutorials/learn-connect-and-reflect-cultural-heritage> consulté le 15 juillet 2025



LE SYSTÈME DE VALEURS DERRIÈRE LES PROJETS DE PATRIMOINE (CULTUREL) LOCAL

Cependant, accorder trop d'importance à son propre patrimoine local peut aussi limiter les perspectives individuelles. Si un sentiment d'appartenance accru s'accompagne d'une démarcation active et d'une dévalorisation des autres communautés, la dévotion à son propre patrimoine culturel peut engendrer des conflits entre communautés et cultures. Pour éviter cette situation, la conscience et le système de valeurs des projets de patrimoine culturel sont déterminants.

Par conséquent, si vous avez l'intention de vous engager dans un projet de patrimoine culturel, assurez-vous de suivre ces directives fondamentales spécifiques aux valeurs :

Lignes directrices spécifiques aux valeurs pour les projets de patrimoine culturel local :

- **Considérez votre patrimoine culturel local d'un point de vue pluraliste, tolérant et respectueux des droits humains. Toutes les cultures, comme tous les êtres humains, ont un droit légitime à l'existence qui doit être reconnu. Elles ne doivent pas être considérées comme un danger ou une menace pour sa propre culture, mais comme une source d'apprentissage et de développement.**
- **Évitez les préjugés lorsque vous traitez de votre propre patrimoine culturel local. Cela implique d'en reconnaître les points faibles et de ne pas vous concentrer uniquement sur les réussites. C'est seulement ainsi que nous pourrions éviter de répéter les erreurs et les échecs de nos ancêtres.**

Si ces deux principes fondamentaux sont pris au sérieux, la gestion du patrimoine culturel peut devenir une force profondément intégratrice, où aucune culture n'a à craindre d'être annihilée ou dominée. Cela ouvre la voie non seulement à une meilleure communication interculturelle, mais aussi à une auto-évaluation saine et confiante des communautés et de leurs membres.

Heureusement, il semble que tous les pays partenaires de ce projet adoptent cette attitude, clairement défendue par le Conseil de l'Europe dans la Convention de Faro. Tous semblent s'attaquer à leur histoire parfois complexe, qu'il s'agisse du national-socialisme en Allemagne, de l'héritage du Trianon en Hongrie, de l'occupation et de la domination étrangère en Pologne, ou des tensions ethniques en Belgique.

Il faut espérer que cette tendance, qui se manifeste différemment selon les pays, soit suffisamment forte pour devenir la norme dans les relations avec les nombreuses cultures européennes et pour qu'on puisse la comprendre comme une force d'auto-développement plutôt que comme une division et une hybris nationale.